

AKTUELL

LOI COMMUNALE

Réforme par étapes

Richard Graf

La coalition actuelle entend réformer de fond en comble la loi communale. Une première étape sera bientôt proposée à la Chambre.

La dernière « vraie » réforme de la loi communale date de 1988. La même année, la Charte européenne de l'autonomie locale du Conseil de l'Europe était entrée en vigueur. Cependant, alors que le Luxembourg avait participé aux travaux préparatifs de cette charte, adoptée en 1985, il s'est avéré par la suite que la toute nouvelle loi n'était pas conforme, en de nombreux points, avec celle-ci. La charte avait vu le jour à un moment où l'autonomie communale était dans tous les esprits. Une première grande réforme a par exemple été entreprise en France en 1982, au début du premier mandat du président François Mitterrand, qui respectait ainsi son engagement électoral pour une décentralisation de l'État.

Malgré plusieurs tentatives, le Luxembourg n'a pas réussi à redresser les erreurs de 1988 et d'avant, et a continué à vivre avec une loi communale dont l'esprit datait du « Postkutschenzäitalter », comme s'en plaignait souvent Camille Gira. Le secrétaire d'État à l'Environnement, décédé en 2018, a été longtemps maire de Beckerich. Il ne rait aucune occasion pour revendiquer une modernisation des procédures et surtout la levée du droit de tutelle en de nombreux points que le ministère de l'Intérieur (MINT) exerce sur les communes.

Le nombre d'approbations réduit de moitié

La majorité actuelle bleu-rouge-verte en a fait un de ses principaux projets de réforme : l'accord de coalition de 2018 à 2023 prévoit ainsi que « la réforme de la tutelle administrative et la redéfinition des missions des communes se feront dans le cadre de la refonte générale de la loi communale qui sera adaptée aux temps modernes tout en respectant les principes de la proportionnalité, de la subsidiarité et de la connexité ».

Pour y arriver, la ministre de l'Intérieur, Taina Bofferdin (LSAP), entend procéder par étapes. Comme la réforme de la loi communale devrait prendre plusieurs années et comme elle s'inscrit dans un processus participatif qui doit réunir toutes les actrices et tous les acteurs - tout comme le public en général -, un dépôt du texte de projet de

loi n'est pas envisageable avant 2021. Or, sur certains points, comme justement la tutelle administrative, l'urgence a mené la ministre à proposer une réforme avant la réforme. Ainsi, déjà fin 2019, le gouvernement a adopté un projet de loi qui pourra donc être instruit dans les meilleurs délais par le Conseil d'État et la Chambre des députés.

Celui-ci prévoit de réduire de moitié le nombre des actes et décisions pour lesquels les communes doivent obtenir une approbation du MINT. Ainsi, chaque conseil communal pourra, par exemple, librement décider de tenir ses réunions à un endroit différent que celui qu'il utilise habituellement, sans devoir en demander l'autorisation au préalable et à chaque fois à la ministre de l'Intérieur.

Les actes et décisions pour lesquels une approbation restera nécessaire seront ceux qui concernent les plans d'aménagement généraux et particuliers ainsi que les engagements financiers qu'entend prendre une commune. Mais selon le projet de loi, des délais joueront dorénavant pour ce type d'approbations : si endéans trois mois le ministère n'a pas répondu à la demande de la commune, son « silence vaut approbation », comme l'a expliqué Taina Bofferdin lors d'une conférence de presse ce jeudi. En plus, une fois la décision transmise au MINT, les responsables communaux pourront continuer à mener leur projet sans attendre la décision du ministère. Tant celui-ci que les responsables communaux, représentés jeudi par le président du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol), Émile Eicher, espèrent ainsi pouvoir réduire un grand nombre de délais dont souffrent beaucoup de projets, notamment dans le domaine du logement.

Parallèlement à ce projet de loi, le MINT est en train de préparer un règlement grand-ducal qui instaurera une charte de l'élu-e communal-e, avec des principes déontologiques, à l'instar de ce qui existe déjà pour les députés et les membres du gouvernement.



SHORT NEWS

Arbeit in der Freizeit, Freizeit beim Arbeiten

(tj) - Die meisten in Luxemburg arbeitenden Menschen nehmen in Kauf, dass sich ihr privates und ihr professionelles Leben überschneiden. Das geht aus einem kürzlich publizierten Workmonitor der Zeitarbeitsfirma Randstad hervor, in dessen Rahmen 400 Menschen zwischen 18 und 65 Jahren befragt wurden. 52 Prozent reagieren umgehend auf Anrufe oder Nachrichten, die sie außerhalb der Arbeitszeiten erhalten. Ganze 47 Prozent geben an, dass dies während ihrer Freizeit auch so von ihren Arbeitgeber*innen verlangt wird. Bei 24 Prozent sogar während des Urlaubs. Eine Konsequenz davon ist, dass einzig 46 Prozent angeben, während Urlaubstagen ihre Arbeit wirklich hinter sich lassen zu können. Die Überschneidung zwischen Arbeit und Freizeit lässt sich jedoch auch in die umgekehrte Richtung beobachten. So gaben 75 Prozent der Befragten an, während der Arbeitszeit private Angelegenheiten zu erledigen. Damit ist der Prozentsatz weit höher als beispielsweise in Luxemburgs Nachbarländern. Randstad führt den Workmonitor seit 2003 in insgesamt 34 Ländern in Europa, Amerika und Asien durch.

Dokumentation des digitalen Nationalerbes

(is) - Im Internet wird Geschichte geschrieben: Das Netz ist ein bedeutender Schauplatz politischer und gesellschaftlicher Debatten. Doch wie soll man den digitalen Diskurs archivieren? Die Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) wartet seit dieser Woche mit dem Portal webarchive.lu auf. Das Ziel: Das digitale Nationalerbe zu bewahren. Websites mit der Domain .lu und auf Luxemburg bezogene Internetseiten, die Ortsansässige oder Luxemburger*innen im Ausland online gestellt haben, fließen in die Sammlung mit ein. In Zusammenarbeit mit der amerikanischen Organisation Internet Archive sollen regelmäßig themenspezifische Datenerhebungen erfolgen. Auf der englischsprachigen Website sind derzeit Daten zu den letzten Kommunal-, National- und Europawahlen, zum Tornado, zum Tod des Großherzogs Jean sowie zu Festivals einsehbar. User*innen können eine Excel-Tabelle herunterladen, in der Quellenangaben zur Berichterstattung auf Websites, sozialen Netzwerken und klassischen Medien aufgelistet sind. Für weiterführende Recherchen müssen Interessent*innen die BnL besuchen. Zum Urheberrechtsschutz können die archivierten Websites nur vor Ort konsultiert werden, so die BnL in einer Pressemitteilung. Die Website wird bald auch auf Französisch abrufbar sein.

online

Mehrsprachigkeit, Paranoia und eine Webserie

Vous aimez le woxx en print, mais cela ne vous suffit pas? Alors consultez woxx.lu : Vous y trouverez des articles qui ont uniquement paru online.

Sie mögen unsere Printausgabe, aber Sie wollen mehr woxx? Dann schauen Sie doch auf woxx.lu vorbei: Dort können Sie regelmäßig Artikel finden, die ausschließlich online erscheinen.

Sackgasse Mehrsprachigkeit Warum gehen die Änderungsvorschläge zum Sprachengesetz in Luxemburg fast immer auf Kosten anderer Sprachen? Über zwei Petitionen und einen Sackgassen-Diskurs. woxx.eu/mehrsprachigkeit

Bettel calme (un peu) la paranoia de Fernand Kartheiser Dans une de ses questions parlementaires volontairement vagues et incendiaires dont il a le secret, le député populiste de droite s'inquiétait - encore une fois - de la censure apparente des opinions de droite. woxx.eu/paranoia

Schon gestreamt? W. - eng lëtzebuergesch Webserie Mit „W.“ hat Luxemburg eine neue Webserie: Ein Drama um Entführungen, erzählt in kurzen Folgen von unter zehn Minuten. Die erste Folge macht neugierig. Wann und wie es weitergeht, ist ungewiss. woxx.eu/wpunkt